



CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif

(établi à Paris, France)

PROGRAMME D'ÉMISSIONS DE DETTE

de 130.000.000.000 euros

Ce document est publié en deux versions, française et anglaise, faisant également foi

Ce premier supplément (le « **Supplément** ») qui a obtenu le numéro d'approbation 25-009 le 9 janvier 2025 par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), complète et doit être lu conjointement avec le prospectus de base en date du 11 juillet 2024 qui a obtenu le numéro d'approbation 24-313 le 11 juillet 2024 par l'AMF (le « **Prospectus de Base** »), préparé par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (« **CADES** » ou l'« **Émetteur** ») et relatif à son Programme d'Émissions de Dette de 130.000.000.000 d'euros (le « **Programme** »). Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le Prospectus de Base tel que complété constitue un prospectus de base conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017, tel qu'il peut être modifié ponctuellement (le « **Règlement Prospectus** »). Le présent Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. L'approbation du présent Supplément a été demandée à l'AMF en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement Prospectus.

Le présent Supplément a été préparé dans le but (i) de mettre à jour la page de couverture et la section « *Description Générale du Programme* » pour refléter la mise à jour de la notation de la dette long terme de l'Émetteur par Fitch Ratings Ireland Limited, par Moody's France S.A.S. et par Scope Ratings GmbH (Scope), (ii) d'incorporer par référence les comptes semestriels non audités¹ de l'Émetteur au 30 juin 2024 et pour la période se terminant à cette date et (iii) de mettre à jour les sections « *Description de l'Émetteur* », « *Evènements Récents* » et « *Informations Générales* ».

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Supplément, il n'y a pas eu d'autre nouveau fait significatif, d'erreur ou d'inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base (y compris les informations incorporées par référence) qui soit significatif dans le cadre du Programme depuis la publication du Prospectus de Base et susceptible d'influencer l'évaluation des Titres. En cas d'incohérence entre (a) toute déclaration du présent Supplément et (b) toute autre déclaration du Prospectus de Base, les déclarations du présent Supplément prévaudront.

Des copies du Prospectus de Base et du présent Supplément seront disponibles, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, tous les jours de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés), pour consultation par les Titulaires de Titres aux bureaux désignés de l'Agent Financier et seront disponibles sans frais (i) sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et (ii) sur le site Internet de l'Émetteur (www.cades.fr).

Dans la mesure où cela est applicable et conformément à l'article 23.2 du Règlement Prospectus, les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter ou de souscrire des Titres à émettre dans le cadre du Programme avant que le Supplément ne soit publié ont le droit de retirer leur acceptation pendant trois jours ouvrables après la publication du présent Supplément, à condition que le fait nouveau significatif ou l'erreur ou inexactitude substantielle visé dans le présent Supplément soit survenu ou ait été constaté avant la clôture de l'offre ou la livraison des Titres, selon ce qui se produit en premier. Ce délai peut être prorogé par l'Émetteur. Ce droit de rétractation prend fin à la fermeture des bureaux le 14 janvier 2025. Les investisseurs peuvent contacter les Intermédiaires Financiers Autorisés s'ils souhaitent exercer le droit de retrait.

¹ Les comptes semestriels non audités de l'Émetteur ont fait l'objet d'un examen limité par Grand Thornton.

CONTENUS

MODIFICATION DE LA PAGE DE COUVERTURE DU PROSPECTUS DE BASE	3
MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME.....	4
MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE	5
MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR	11
MODIFICATION DE LA SECTION ÉVÈNEMENTS RÉCENTS.....	14
MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GÉNÉRALES	15
PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT	16

MODIFICATION DE LA PAGE DE COUVERTURE DU PROSPECTUS DE BASE

Le cinquième paragraphe et le sixième paragraphe de la page de couverture de la version française du Prospectus de Base sont supprimés dans leur intégralité et remplacés par les paragraphes suivants :

« L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa3 (perspective stable) et P-1 par Moody's France S.A.S. (« **Moody's** »), AA- (perspective stable) et A-1+ par S&P Global Ratings Europe Ltd (« **S&P** »), AA (élevé) (perspective stable) et R-1 (élevé) par DBRS Ratings GmbH (DBRS Morningstar) (« **DBRS** »), AA- (perspective négative) et F1+ par Fitch Ratings Ireland Limited (« **Fitch** ») et AA- (perspective stable) et S-1+ (perspective stable) par Scope Ratings GmbH (Scope) (« **Scope** ») respectivement au titre de sa dette à long terme et de sa dette à court terme.

Les obligations notées « Aa » par Moody's sont jugées de grande qualité et exposées à un très faible risque de crédit. Le modificateur « 3 » indique que l'obligation se classe dans la partie inférieure de cette catégorie générique de notation. Les Émetteurs (ou établissements de place) auxquels est attribuée une notation « P-1 » (Prime-1) possèdent une capacité supérieure à rembourser leurs obligations à court terme. Une obligation notée « AA » par S&P ne diffère des obligations les mieux notées que dans une faible mesure. La capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers relatifs à l'obligation est très forte. Les notations de « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou moins (-) pour indiquer la position relative à l'intérieur des catégories de notation. Une obligation à court terme notée « A-1 » est notée dans la catégorie la plus élevée par S&P. La capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers relatifs à l'obligation est forte. Au sein de cette catégorie, certaines obligations sont notées avec un signe plus (+) qui indique que la capacité du débiteur à honorer son engagement financier relatif à ces obligations est très forte. Les obligations notées « AA » par DBRS sont considérées comme ayant une qualité de crédit supérieure. La capacité du débiteur à honorer ses obligations financières est considérée comme élevée. La qualité du crédit ne diffère de celle de la catégorie « AAA » que dans une faible mesure. Il est peu probable qu'elles soient significativement vulnérables à des événements futurs. La sous-catégorie « (élevé) » indique que la note se situe dans la partie supérieure de la catégorie. La dette à court terme notée dans la catégorie « R-1 » est considérée comme ayant une qualité de crédit supérieure. La capacité de paiement des engagements financiers à court terme à leur échéance est exceptionnellement élevée. Il est peu probable qu'elles soient significativement vulnérables à des événements futurs. La sous-catégorie « (élevé) » indique que la note se situe dans la partie supérieure de la catégorie. Une obligation notée « AA » par Fitch dénote des anticipations de risque de défaut très faible. Cela indique une très forte capacité de paiement des engagements financiers. Cette capacité n'est pas significativement vulnérable aux événements prévisibles. L'ajout du signe moins (-) indique des différences relatives de probabilité de défaut ou de recouvrement des émissions. Une obligation à court terme notée « F1 » indique la plus forte capacité de paiement dans les délais des engagements financiers par rapport à d'autres émetteurs ou obligations dans le même pays. Selon l'échelle de notation nationale de Fitch, cette notation est attribuée au risque de défaut le plus faible par rapport à d'autres émetteurs du même pays ou de la même union monétaire. Lorsque le profil de liquidité est particulièrement solide, un (+) est ajouté à la note attribuée. Une obligation notée « AA » par Scope reflète une qualité très élevée du crédit. L'ajout du signe (-) indique que la qualité du crédit se situe dans la fourchette inférieure de la catégorie de notation. Une obligation à court terme notée « S-1+ » par Scope reflète un risque de crédit le plus faible avec la capacité la plus élevée de rembourser les obligations à court terme. »

MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME

Au sein de la section « **Description Générale du Programme** » aux pages 8 à 16 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe intitulé « **Notations** » à la page 14 est supprimé dans son intégralité et remplacé par le paragraphe suivant :

« **Notations :** L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa3 (perspective stable) et P-1 par Moody's France S.A.S. (« **Moody's** »), AA- (perspective stable) et A-1+ par S&P Global Ratings Europe Ltd (« **S&P** »), AA (élevé) (perspective stable) et R-1 (élevé) par DBRS Ratings GmbH (DBRS Morningstar) (« **DBRS** »), AA- (perspective négative) et F1+ par Fitch Ratings Ireland Limited (« **Fitch** ») et AA- (perspective stable) et S-1+ (perspective stable) par Scope Ratings GmbH (Scope) (« **Scope** ») respectivement au titre de sa dette à long terme et à court terme. Les Tranches des Titres (telles que définies dans la section « Description Générale du Programme ») émises dans le cadre du Programme peuvent faire ou non l'objet d'une notation. Lorsqu'une Tranche des Titres est notée, cette notation n'est pas nécessairement la même que la notation attribuée aux Titres. La notation d'une valeur mobilière ne constitue pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention de titres et peut faire l'objet d'une suspension, d'une réduction ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation qui l'a attribuée. »

MODIFICATION DE LA SECTION DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE

La section « **Documents Incorporés par Référence** » aux pages 36 à 41 de la version française du Prospectus de Base, est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« Le Prospectus de Base doit être lu et interprété conjointement avec les sections figurant dans le tableau de correspondance ci-dessous des documents suivants et les Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs (telles que définies ci-dessous), qui ont été préalablement déposés auprès de l’Autorité des Marchés Financiers (l’« **AMF** »), et sont incorporés dans le Prospectus de Base et en font partie intégrante.

- (i) les comptes semestriels 2024 en langue française, comprenant ses comptes semestriels pour le semestre clos le 30 juin 2024 et le rapport de revue limitée correspondant, en date du 4 octobre 2024 (les « **Comptes Semestriels 2024** ») (https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/CADES_0624_FR.pdf) ;
- (ii) les comptes annuels audités 2023 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l’exercice clos le 31 décembre 2023 et le rapport d’audit correspondant, en date du 29 mars 2024 (les « **Comptes Annuels Audités 2023** ») (https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/CADES_1223_Rapport%20sur%20les%20comptes%20annuels%20FR.pdf) ;
- (iii) les comptes annuels audités 2022 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l’exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport d’audit correspondant, en date du 30 mars 2023 (les « **Comptes Annuels Audités 2022** ») (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes%202022%20FR.pdf>) ;
- (iv) les modalités des titres dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 30 mai 2011 qui a reçu le visa de l’AMF n° 11-193 le 30 mai 2011 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2011** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf) ;
- (v) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 31 mai 2012 qui a reçu le visa de l’AMF n° 12-237 le 31 mai 2012 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2012** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf) ;
- (vi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 3 juin 2013 qui a reçu le visa de l’AMF n° 13-257 le 3 juin 2013 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2013** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf) ;
- (vii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 10 juin 2014 qui a reçu le visa de l’AMF n° 14-283 le 10 juin 2014 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2014** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf) ;
- (viii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 8 juin 2015 qui a reçu le visa n° 15-259 de l’AMF le 8 juin 2015 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2015** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf) ;
- (ix) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 1^{er} juin 2016 qui a reçu le visa de l’AMF n° 16-221 le 1^{er} juin 2016 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2016** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf) ;
- (x) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l’Émetteur en date du 8 septembre 2017 qui a reçu le visa n° 17-465 de l’AMF le 8 septembre 2017 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2017** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf) ;

- (xi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 31 mai 2018 qui a reçu le visa de l'AMF n° 18-216 le 31 mai 2018 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2018** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf) ;
- (xii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 juin 2019 qui a reçu le visa n° 19-276 de l'AMF le 19 juin 2019 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2019** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf) ;
- (xiii) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 août 2020 qui a reçu le numéro d'approbation 20-414 de l'AMF le 19 août 2020 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2020** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf) ;
- (xiv) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 6 septembre 2021 qui a reçu le numéro d'approbation 21-381 de l'AMF le 6 septembre 2021 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2021** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf) ;
- (xv) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 18 juillet 2022 qui a reçu le numéro d'approbation 22-314 de l'AMF le 18 juillet 2022 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2022** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2022.pdf) ; et
- (xvi) les modalités des titres contenues dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 21 juillet 2023 qui a reçu le numéro d'approbation 23-327 de l'AMF le 21 juillet 2023 (les « **Modalités des Titres du Programme EMTN 2023** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202023%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf) et, avec les Modalités des Titres du Programme EMTN 2022, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2021, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2020, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2019, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2018, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2017, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2016, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2015, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2014, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2013, les Modalités des Titres du Programme EMTN 2012 et les Modalités des Titres du Programme EMTN 2011, les « **Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs** ».

Les sections mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées être incorporées dans le Prospectus de Base et en faire partie et sont modifiées ou remplacées pour les besoins du présent Prospectus de Base si une déclaration contenue dans le présent document modifie ou remplace cette déclaration antérieure (que ce soit expressément, implicitement ou autrement). Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie du Prospectus de Base.

Aussi longtemps que des Titres sont ou seront en circulation, le Prospectus de Base, tout supplément au Prospectus de Base et tous les documents incorporés par référence au Prospectus de Base seront disponibles sans frais (i) sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr) et (ii) au bureau désigné de l'Agent Financier et des Agents Payeurs indiqués à la fin du Prospectus de Base, pendant les heures de bureau normales. Le Prospectus de Base et tout supplément à celui-ci seront également disponibles sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Pour les besoins du Règlement Prospectus, les informations incorporées par référence dans le Prospectus de Base sont indiquées dans le tableau de correspondance ci-dessous. Pour éviter toute ambiguïté, les informations dont la divulgation est demandée par l'Émetteur en raison de l'Annexe 6 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission complétant le Règlement Prospectus, tel que modifié (le « **Règlement Délégué de la Commission** ») sont mentionnées dans le tableau de correspondance ci-dessous. « *Non applicable* » dans le

tableau de correspondance ci-dessous signifie que l'information n'est pas pertinente aux fins de l'annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission.

Toute information ne figurant pas dans le tableau de correspondance suivante mais incluse dans les documents énumérés ci-dessus n'est pas pertinente pour l'investisseur ou figure ailleurs dans le Prospectus de Base.

A moins qu'elles ne soient explicitement incorporées par référence dans le Prospectus de Base conformément à la liste ci-dessus, les informations contenues sur le site Internet de l'Émetteur ne sont pas considérées comme incorporées par référence dans le présent document et ne sont données qu'à titre d'information. Elles ne font donc pas partie du Prospectus de Base et n'ont pas été contrôlées ou approuvées par l'AMF.

Tableau de correspondance

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2022	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Semestriels 2024
11. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
11.1 <u>Informations financières historiques</u>			
11.1.1 Fournir des informations financières historiques pour les deux derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	Les sept premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 39	Les six premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 39	Les quatre premières pages avant la page 1 et de la page 1 à 36
11.1.2 Changement de date de référence comptable Si l'émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 24 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'émetteur si celle-ci est plus courte	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.1.3 Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) no 1606/2002. Si le règlement (CE) no 1606/2002 n'est pas applicable, les états financiers doivent être établis en conformité avec : a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE; b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	Pages 6 à 11	Pages 6 à 11	Pages 6 à 11

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2022	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Semestriels 2024
<p>11.1.4 Changement de référentiel comptable</p> <p>Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'année précédente, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera retenu pour la prochaine publication des états financiers annuels de l'émetteur.</p> <p>Les changements au sein du référentiel comptable existant de l'émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités soient retraités. Toutefois, si l'émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, les états financiers du dernier exercice doivent être établis et audités conformément au nouveau cadre.</p>	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<p>11.1.5 Lorsque les informations financières auditées sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières exigées au titre de la présente rubrique doivent inclure au minimum :</p> <p>(a) le bilan ;</p> <p>(b) le compte de résultat ;</p> <p>(c) le tableau des flux de trésorerie ;</p> <p>(d) les méthodes comptables et les notes explicatives.</p>	<p>Page 1 ;</p> <p>Page 2 ;</p> <p>Page 4 ;</p> <p>Pages 6 à 11 et pages 12 à 39</p>	<p>Page 1 ;</p> <p>Page 2 ;</p> <p>Page 4 ;</p> <p>Pages 5 à 11 et pages 12 à 39</p>	<p>Page 1 ;</p> <p>Page 2 ;</p> <p>Page 4 ;</p> <p>Pages 5 à 11 et pages 12 à 36</p>
<p>11.1.6 États financiers consolidés</p> <p>Si l'émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le document d'enregistrement.</p>	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<p>11.1.7 Date des dernières informations financières</p> <p>La date du bilan du dernier exercice pour lequel les états financiers ont été audités ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.</p>	Page 1	Page 1	Page 1
<p>11.2 Informations financières intermédiaires et autres</p>			
<p>11.2.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou auditées, le</p>	Non applicable	Non applicable	Les quatre premières pages avant la page 1

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2022	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Semestriels 2024
<p>rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser.</p> <p>S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice.</p> <p>Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences de la directive 2013/34/UE ou du règlement (CE) no 1606/2022, selon le cas.</p> <p>Pour les émetteurs ne relevant ni de la directive 2013/34/UE ni du règlement (CE) no 1606/2022, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilancielle comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture.</p>			
<p>11.3 <u>Audit des informations financières annuelles historiques</u></p>			
<p>11.3.1 Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2014/56/UE et au règlement (UE) no 537/2014.</p> <p>Lorsque la directive 2014/56/UE et le règlement (UE) no 537/2014 ne s'appliquent pas:</p> <p>(a) les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente.</p> <p>(b) si les rapports d'audit sur les informations financières historiques contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d'une explication.</p>	<p>Les sept premières pages avant la page 1</p> <p>Les deux premières pages avant la page 1</p>	<p>Les six premières pages avant la page 1</p> <p>La deuxième et troisième page des six premières pages avant la page 1</p>	<p>Non applicable</p>

Annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission	Comptes Annuels Audités 2022	Comptes Annuels Audités 2023	Comptes Semestriels 2024
11.3.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	Non applicable	Non applicable	Non applicable
11.3.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audité de l'émetteur, indiquer la source des données et préciser que celles-ci n'ont pas été auditées.	Non applicable	Non applicable	Non applicable

Les Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs sont incorporées par référence dans le Prospectus de Base pour les seuls besoins d'émissions futures de titres devant être assimilées et constituant une souche unique avec les Titres déjà émis aux termes des Modalités des Titres des Programmes EMTN Antérieurs concernés.

Le tableau qui suit présente les pages correspondantes des modalités contenues dans les prospectus de base relatifs au Programme.

Modalités des titres incorporées par référence

Page de référence

Prospectus de Base en date du 21 juillet 2023	Pages 42 to 103
Prospectus de Base en date du 18 juillet 2022	Pages 42 à 103
Prospectus de Base en date du 6 septembre 2021	Pages 38 à 92
Prospectus de Base en date du 19 août 2020	Pages 24 à 67
Prospectus de Base en date du 19 juin 2019	Pages 51 à 94
Prospectus de Base en date du 31 mai 2018	Pages 47 à 84
Prospectus de Base en date du 8 septembre 2017	Pages 41 à 79
Prospectus de Base en date du 1 ^{er} juin 2016	Pages 38 à 75
Prospectus de Base en date du 8 juin 2015	Pages 37 à 74
Prospectus de Base en date du 10 juin 2014	Pages 40 à 75
Prospectus de Base en date du 3 juin 2013	Pages 43 à 80
Prospectus de Base en date du 31 mai 2012	Pages 32 to 49
Prospectus de Base en date du 30 mai 2011	Pages 33 à 50

»

MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, le premier sous-paragraphe du paragraphe intitulé « *Solvabilité* » à la page 109 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« En cas de défaut de la CADES à ses obligations de paiement sur ses obligations ou titres, l'État a l'obligation légale d'assurer sa solvabilité. La loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ou la « **Loi de 1980** », qui s'applique à tous les établissements publics nationaux, prévoit qu'en cas de défaut, une autorité publique de tutelle (dans le cas de la CADES, le ministre chargé des finances et le ministre chargé de la sécurité sociale) doit approuver les sommes dont l'établissement public est tenu responsable par décision d'un tribunal et fournir à l'agence de nouvelles ressources. »

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, le premier paragraphe de la sous-section intitulée « **Structure organisationnelle** » à la page 115 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« La Loi CADES établit les règles d'organisation et de fonctionnement de la CADES. En tant qu'établissement public à caractère administratif, la CADES est placée sous le contrôle et l'autorité de l'État. Sa tutelle est exercée conjointement par le ministre chargé des finances et par le ministre chargé de la sécurité sociale. La CADES n'a pas d'actionnaire. »

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, la sous-section intitulée « **Le Conseil d'Administration** » aux pages 115 et 116 est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« **Le Conseil d'Administration** »

Les membres du Conseil d'Administration de la CADES sont nommés par arrêté des ministères concernés. Ces administrateurs peuvent être révoqués de la même façon. Le Président du Conseil d'Administration est nommé par décret du Président de la République sur proposition conjointe du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la sécurité sociale. M. Jean-Louis Rey a été nommé Président du Conseil d'Administration le 5 juillet 2023. L'adresse des membres du Conseil d'Administration est située 139 rue de Bercy, 75012 Paris, France.

À la date des présentes, les membres du Conseil d'Administration, nommés par arrêté, sont les suivants :

Président

Jean-Louis Rey

Le président du conseil d'administration de l'URSSAF Caisse nationale, actuellement Marc Poisson ou son suppléant, actuellement Olivier Peraldi.

Le vice-président du conseil d'administration de l'URSSAF Caisse nationale, actuellement Pierre-Yves Chanu ou son suppléant, actuellement Serge Cigana.

Le président du conseil de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, actuellement Fabrice Gombert, ou son suppléant, le vice-président, actuellement Yves Laqueille.

Le président du conseil de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, actuellement Eric Blachon, ou son suppléant, le vice-président, actuellement Pierre Burban.

La présidente du conseil de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, actuellement Isabelle Sancerni, ou son suppléant, le vice-président, actuellement Christian Gélis.

Le président du conseil de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole, actuellement Jean-François Fruttero ou son suppléant, le vice-président, actuellement Thierry Manten.

Membres du Conseil d'Administration représentant le ministre chargé des finances

Albane Sauveplane, sous-directrice politiques sociales et de l'emploi ou son suppléant Rémi Monin.

Brice Lepetit, sous-directeur fonction financière de l'Etat et des établissements publics nationaux ou sa suppléante Stéphanie Dachary-Mleneck.

Membres du Conseil d'Administration représentant le ministre chargé de la sécurité sociale

Thomas Ramilijaona, adjoint au sous-directeur au financement de la Sécurité sociale ou son suppléant Étienne Barraud.

Morgan Delaye, adjoint au directeur de la sécurité sociale, Direction de la sécurité sociale ou sa suppléante Nathalie Gouge.

Membre du Conseil d'Administration représentant le conseil de surveillance du Fonds de Réserve pour les Retraites

Philippe Soubirous, ou son suppléant Eric Gautron.

Le Conseil d'Administration supervise le programme d'emprunts de la CADES. En vertu de l'article 5-II de la Loi CADES, le Conseil d'Administration a la capacité de déléguer au Président tout pouvoir d'exécution du programme d'emprunts par décision d'émission ou d'emprunt. Le 6 juillet 2017, le Conseil d'Administration de la CADES a autorisé la conclusion d'une convention de mandat avec l'Agence France Trésor (l'« AFT ») en vertu du décret n°96-353 du 24 avril 1996 tel qu'amendé par le décret n°2017-869 du 9 mai 2017. Ce mandat délègue à l'AFT la responsabilité opérationnelle des activités de financement de la CADES et plus particulièrement la charge de l'exécution du programme d'emprunts. Le dernier programme d'emprunts de la CADES a été dûment autorisé par résolution du Conseil d'Administration du 29 novembre 2017. »

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, la sous-section intitulée « **Le Comité de Surveillance** » aux pages 116 et 117 est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« **Le Comité de Surveillance** »

Le Comité de Surveillance examine et commente le rapport annuel de la CADES et peut être consulté sur toute question par le Conseil d'Administration en vertu de la Loi CADES.

Il se compose de quatre membres du Parlement, deux députés et deux sénateurs, des présidents des Caisses Nationales de Sécurité Sociale, du secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale et de représentants des ministères et membres du conseil d'administration des organismes sociaux chargés d'un régime obligatoire de base et de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

À la date des présentes, les membres du Comité de Surveillance sont :

- Jérôme Guedj, député ;
- Second député en attente de nomination;

- Elisabeth Doineau, sénatrice ;
- Philippe Mouiller, sénateur ;
- Représentant du ministre chargé des finances:
Bertrand Dumont, suppléante : Albane Sauveplane ;
Brice Lepetit, suppléante : Stéphanie Dachary-Mleneck ;
- Représentant du ministre chargé de la sécurité sociale :
Pierre Pribile, suppléant : nomination en cours ;
Morgan Delaye, suppléante : Nathalie Gouge;
Titulaire en cours de nomination, suppléante : Lucie Garcin ;
- Représentant du ministre chargé de l’Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt :
nomination en cours ;
- Membre de la Cour des comptes : nomination en cours ;
- Membre du corps de l’Inspection générale des finances : nomination en cours ;
- Membre du corps de l’Inspection générale des affaires sociales : nomination en cours ;
- Le secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale : Jean-Pierre Viola,
suppléant : nomination en cours ;
- Le président du conseil d’administration de l’URSAFF Caisse Nationale : Marc Poisson,
suppléant : Pierre-Yves Chanu ;
- Le président du conseil d’administration de la CNAM : Fabrice Gombert, suppléant : Yves
Laqueille ;
- Le président du conseil d’administration de la CNAV : Eric Blachon, suppléant : Pierre Burban ;
- La présidente du conseil d’administration de la CNAF : Isabelle Sancerni, suppléant : Christian
Gélis;
- La présidente de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles : Sylvie
Dumilly, suppléant : nomination en cours. »

À la section « **Description de l’Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, la sous-section intitulée « **Conflits** » à la page 117 est supprimée dans son intégralité et remplacé comme suit :

« Il n’existe pas de conflits d’intérêts potentiels entre les charges des membres du Conseil d’Administration ou du Comité de Surveillance envers la CADES et leurs intérêts ou autres charges à titre privé. »

À la section « **Description de l’Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, le second paragraphe de la sous-section intitulée « **Contrôle et Supervision** » à la page 118 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« Certaines décisions du Conseil d’Administration nécessitent l’approbation du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la sécurité sociale pour prendre effet, notamment celles liées au budget et aux comptes financiers. Par ailleurs, le programme d’emprunts de la CADES nécessite l’approbation du ministre chargé des finances conformément à l’article 5.I de la Loi CADES. »

MODIFICATION DE LA SECTION ÉVÈNEMENTS RÉCENTS

La section « **Évènements Récents** » à la page 120 de la version française du Prospectus de Base est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« Depuis le 1^{er} janvier 2024, la CADES a émis les instruments obligataires suivants :

- Le 16 janvier 2024, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 25 février 2029 pour un montant de 4 milliards EUR ;
- Le 24 janvier 2024, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 24 janvier 2027 pour un montant de 4 milliards USD ;
- Le 14 février 2024, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 24 septembre 2027 pour un montant de 4 milliards EUR ;
- Le 22 mai 2024, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 22 mai 2029 pour un montant de 4 milliards USD ; et
- Le 12 septembre 2024, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 12 septembre 2027 pour un montant de 3 milliards USD. »

MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GÉNÉRALES

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 4 intitulé « **Tendances et absence de changement significatif** » à la page 186 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« 4 Tendances et absence de changement significatif

La situation financière ou la performance financière de l'Émetteur n'a pas connu de changement significatif depuis le 30 juin 2024 et les perspectives de l'Émetteur n'ont pas subi de changement significatif défavorable depuis le 31 décembre 2023. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 12 intitulé « **Commissaires aux comptes** » à la page 188 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« 12 Commissaires aux comptes

Le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel de l'Émetteur est responsable de la préparation de ses comptes et états financiers. Ceux-ci sont également approuvés par le ministre chargé des finances et par le ministre chargé de la sécurité sociale et sont régulièrement contrôlés par la Cour des Comptes qui a autorité pour accepter ou rejeter les comptes présentés.

Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, a été nommé en qualité de commissaire aux comptes titulaire le 13 juillet 2022 pour un mandat de six ans et a revu et rendu un rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, a revu et rendu un rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et a effectué une revue limitée et rendu un rapport sur les comptes semestriels pour le semestre clos le 30 juin 2024. Grant Thornton est membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 186 à 190 de la version française du Prospectus de Base, un paragraphe 19 intitulé « **Comptes Semestriels 2024** » est ajouté à la page 190 comme suit :

« 19 Comptes Semestriels 2024

Le rapport du commissaire aux comptes concernant les comptes semestriels au 30 juin 2024 contient une réserve énoncée à la deuxième, troisième et quatrième page des quatre premières pages qui précèdent la page 1 des Comptes Semestriels 2024. »

PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT

Personne assumant la responsabilité du présent Supplément

Au nom de l'Émetteur

En vertu des présentes, l'Émetteur déclare que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Supplément sont à sa connaissance conformes aux faits et ne comportent aucune omission susceptible d'en altérer la portée.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale représentée par l'Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directeur général

Antoine DERUENNES

A Paris, le 9 janvier 2025

Les comptes semestriels 2024 incorporés par référence dans ce Supplément ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient une réserve mentionnée ci-dessous :

« Les paragraphes 4.1 à 4.3 de l'annexe des comptes semestriels précisent les modalités de comptabilisation de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG).

Dans notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/23 en date du 29 mars 2024, nous avons formulé une réserve en raison de l'impossibilité de se prononcer sur les montants comptabilisés au titre des revenus de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG) relatifs aux créances brutes, aux produits à recevoir et aux provisions pour risques et réduction de produits.

Comme mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.3 de la note « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, la comptabilisation des revenus de la CRDS et de la CSG est réalisée à partir des notifications adressées à la CADES par l'ACOSS et la direction générale des finances publiques (DGFIP) en leur qualité d'organismes collecteurs. Les compétences de la CADES en matière de recettes consistent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

En application de l'article L.141-10 du code des juridictions financières, nous avons demandé à la Cour des Comptes de disposer des éléments utiles pour notre mission légale de certification et pouvoir ainsi prendre connaissance de ses constats et conclusions ayant une incidence sur les comptes de la CADES dans le cadre des vérifications qu'elle opère sur les flux de CRDS et CSG centralisés et attribués par l'ACOSS à la CADES et en l'occurrence des comptes afférents à ces opérations (les recettes et produits à recevoir de la CRDS et CSG, ainsi que les créances et les provisions/dépréciations correspondantes). Nous avons également obtenu communication de l'appréciation de la Cour de la conception, de l'effectivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'ACOSS relatif à l'activité de recouvrement, à savoir sur les prélèvements de la CSG et CRDS.

Nous avons de plus échangé oralement avec les rapporteurs de la Cour des comptes le 6 février 2024 et le 11 septembre 2024 et pris connaissance de son rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale relatif à l'exercice 2023 émis le 17 mai 2024. Dans ce rapport, la Cour des comptes certifie les comptes de l'activité de recouvrement sous réserve des incidences de 2 anomalies significatives et de 7 insuffisances d'éléments probants.

Compte-tenu de ces éléments, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les montants suivants au 30 juin 2024 :

- Bilan – Actif :
Créances brutes (642,86 M€) et dépréciations de ces créances (-548,51 M€),
Produits à recevoir (1 433,38 M€).
- Bilan – Passif :
Provisions pour risque (80,20 M€).
- Compte de résultat – Produits
Autres produits d’exploitation CSG et CRDS (8 050,55 M€).
- Compte de résultat – Charges
Autres charges d’exploitation (71,12 M€). »



Le présent Supplément au Prospectus de Base a été approuvé le 9 janvier 2025 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente en vertu du Règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF a approuvé le présent Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Prospectus de Base sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du Règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne constitue pas un avis favorable sur l'Émetteur décrit dans le présent Supplément.

Ce Supplément au Prospectus de Base a obtenu le numéro d'approbation suivant : 25-009.



CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif (French national public entity)

(established in Paris, France)

EURO 130,000,000,000

DEBT ISSUANCE PROGRAMME

This document is published in French and English versions, both of which are valid

This first supplement (the “**Supplement**”) which has obtained approval number 25-009 on 9 January 2025 from the *Autorité des marchés financiers* (the “**AMF**”) is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 11 July 2024 which has been granted approval number 24-313 on 11 July 2024 by the AMF (the “**Base Prospectus**”), prepared by the *Caisse d’Amortissement de la Dette Sociale* (“**CADES**” or the “**Issuer**”) with respect to its Euro 130,000,000,000 Debt Issuance Programme (the “**Programme**”). Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

The Base Prospectus as supplemented constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of Regulation (EU) 2017/1129 of the European Parliament and of the European Council dated 14 June 2017, as may be amended from time to time (the “**Prospectus Regulation**”). This Supplement has been prepared in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation. Application has been made for approval of this Supplement to the AMF in its capacity as competent authority under the Prospectus Regulation.

This Supplement has been produced for the purposes of (i) updating the cover page and the section “*General Description of the Programme*” to reflect the revised rating for the long-term debt of the Issuer granted by Fitch Ratings Ireland Limited, by Moody’s France S.A.S. and by Scope Ratings GmbH (Scope), (ii) incorporating by reference the unaudited semi-annual financial statements¹ of the Issuer as at and for the period ended 30 June 2024, and (iii) updating the sections “*Description of the Issuer*”, “*Recent Developments*” and “*General Information*”.

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material mistake or material inaccuracy relating to the information included in the Base Prospectus (including information incorporated by reference) which is material in the context of the Programme since the publication of the Base Prospectus and which may affect the assessment of the Notes. To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in the Base Prospectus, the statements in this Supplement will prevail.

Copies of the Base Prospectus and this Supplement will be available, during usual business hours on any weekday (Saturdays, Sundays and public holidays excepted), for inspection by Noteholders at the specified offices of the Fiscal Agent and will be available without charge (i) on the website of the AMF (www.amf-france.org) and (ii) on the website of the Issuer (www.cades.fr).

To the extent applicable and in accordance with Article 23.2 of the Prospectus Regulation, investors who have already agreed to purchase or subscribe for Notes to be issued under the Programme before this Supplement is published shall have the right, exercisable within three working days after the publication of this Supplement, to withdraw their acceptances, provided that the significant new factor, material mistake or material inaccuracy referred to in this Supplement arose or was noted before the closing of the offer period or the delivery of the Notes, whichever occurs first. That period may be extended by the Issuer. This right to withdrawal shall expire by close of business on 14 January 2025. Investors may contact the Authorised Offerors should they wish to exercise the right to withdrawal.

⁸ The unaudited semi-annual financial statements of the Issuer have been subject to a limited review by Grand Thornton.

CONTENTS

MODIFICATION TO THE COVER PAGE OF THE BASE PROSPECTUS	3
MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION	4
MODIFICATION TO THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION.....	5
MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION	12
MODIFICATION TO THE RECENT DEVELOPMENTS SECTION.....	15
MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION.....	16
PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT	17

MODIFICATION TO THE COVER PAGE OF THE BASE PROSPECTUS

The fifth paragraph and the sixth paragraph of the cover page of the English version of the Base Prospectus are deleted in their entirety and replaced by the following:

“The Issuer has been assigned a rating of Aa3 (stable outlook) and P-1 by Moody’s France S.A.S. (“**Moody’s**”), AA- (stable outlook) and A-1+ by S&P Global Ratings Europe Ltd (“**S&P**”), AA (high) (stable outlook) and R-1 (high) by DBRS Ratings GmbH (DBRS Morningstar) (“**DBRS**”), AA- (negative outlook) and F1+ by Fitch Ratings Ireland Limited (“**Fitch**”) and AA- (stable outlook) and S-1+ (stable outlook) by Scope Ratings GmbH (Scope) (“**Scope**”) in respect of its long-term debt and short-term debt, respectively.

Obligations rated “Aa” by Moody’s are judged to be of high quality and are subject to very low credit risk. The modifier “3” indicates that the obligation ranks in the lower end of that generic rating category. Issuers (or supporting institutions) given a rating of “P-1” (Prime-1) have a superior ability to repay short term debt obligations. An obligation rated “AA” by S&P differs from the highest-rated obligations only to a small degree. The obligor’s capacity to meet its financial commitments on the obligation is very strong. Ratings from “AA” to “CCC” may be modified by the addition of a plus (+) or minus (-) sign to show relative standing within the rating categories. A short-term obligation rated “A-1” is rated in the highest category by S&P. The obligor’s capacity to meet its financial commitments on the obligation is strong. Within this category, certain obligations are designated with a plus sign (+). This indicates that the obligor’s capacity to meet its financial commitment on these obligations is extremely strong. Obligations rated “AA” by DBRS are considered superior credit quality. The capacity for the payment of financial obligations is considered high. Credit quality differs from “AAA” only to a small degree. Unlikely to be significantly vulnerable to future events. The subcategory “(high)” indicates the rating is in the higher end of the category. Short-term debt rated in the “R-1” category is considered highest credit quality. The capacity for the payment of short-term financial obligations as they fall due is exceptionally high. Unlikely to be adversely affected by future events. The subcategory “(high)” indicates the rating is in the higher end of the category. An obligation rated “AA” by Fitch denote expectations of very low default risk. They indicate very strong capacity for payment of financial commitments. This capacity is not significantly vulnerable to foreseeable events. The addition of a minus sign (-) indicates relative differences of probability of default or recovery for issues. A short-term obligation rated “F1” indicates the strongest capacity for timely payment of financial commitments relative to other issuers or obligations in the same country. Under Fitch’s national rating scale, this rating is assigned to the lowest default risk relative to others in the same country or monetary union. Where the liquidity profile is particularly strong, a (+) is added to the assigned rating. An obligation rated “AA” by Scope reflects a very strong credit quality. The (-) sign indicates the credit quality as being in the lower range of the rating category. An obligation rated “S-1+” reflects the lowest credit risk with the highest capacity to repay short-term obligations.”

MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION

In the section “**General Description of the Programme**” on pages 7 to 14 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph entitled “**Ratings**” on pages 12 and 13 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“Ratings: The Issuer has been assigned a rating of Aa3 (stable outlook) and P-1 by Moody’s France S.A.S. (“**Moody’s**”), AA- (stable outlook) and A-1+ by S&P Global Ratings Europe Ltd (“**S&P**”), AA (high) (stable outlook) and R-1 (high) by DBRS Ratings GmbH (DBRS Morningstar) (“**DBRS**”), AA- (negative outlook) and F1+ by Fitch Ratings Ireland Limited (“**Fitch**”) and AA- (stable outlook) and S-1+ (stable outlook) by Scope Ratings GmbH (Scope) (“**Scope**”), in respect of its long-term and short-term debt, respectively. Tranches of Notes (as defined in “General Description of the Programme”) issued under the Programme may be rated or unrated. Where a Tranche of Notes is rated, such rating will not necessarily be the same as the ratings assigned to the Notes. A security rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities and may be subject to suspension, change or withdrawal at any time by the assigning credit rating agency without notice.”

MODIFICATION TO THE DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION

The section “Documents Incorporated by Reference” on pages 32 to 37 of the English version of the Base Prospectus is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the sections set out in the cross-reference table below of the following documents and the Previous EMTN Conditions (as defined below) which have previously been published and have been filed with the *Autorité des marchés financiers* (the “AMF”) and shall be incorporated in, and form part of, the Base Prospectus.

- (i) the 2024 semi-annual accounts in the English language, incorporating its semi-annual accounts for the six-month period ended 30 June 2024 in the English language and free English translation of the related limited review report, which is dated 4 October 2024 (the “**2024 Semi-Annual Accounts**”) (https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/CADES_0624__EN.pdf);
- (ii) the 2023 audited annual accounts in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2023 and free English translation of the related audit report, which is dated 29 March 2024 (the “**2023 Audited Annual Accounts**”) (https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/CADES_1223_rapport%20sur%20les%20comptes%20annuels%20UK.pdf);
- (iii) the 2022 audited annual accounts in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2022 and free English translation of the related audit report, which is dated 30 March 2023 (the “**2022 Audited Annual Accounts**”) (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes%202022%20UK.pdf>);
- (iv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 30 May 2011 which received visa n°11-193 on 30 May 2011 (the “**2011 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf);
- (v) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2012 which received visa n°12-237 on 31 May 2012 (the “**2012 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf);
- (vi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 3 June 2013 which received visa n°13-257 on 3 June 2013 (the “**2013 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf);
- (vii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 10 June 2014 which received visa n°14-283 from the AMF on 10 June 2014 (the “**2014 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf);
- (viii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 June 2015 which received visa n°15-259 from the AMF on 8 June 2015 (the “**2015 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf);
- (ix) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 1 June 2016 which received visa n°16-221 from the AMF on 1 June 2016 (the “**2016 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf);
- (x) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 September 2017 which received visa n°17-465 from the AMF on 8 September 2017 (the “**2017 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf);

- (xi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2018 which received visa n°18-216 from the AMF on 31 May 2018 (the “**2018 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf);
- (xii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 June 2019 which received visa n°19-276 from the AMF on 19 June 2019 (the “**2019 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf);
- (xiii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 August 2020 which received approval n°20-414 from the AMF on 19 August 2020 (the “**2020 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf);
- (xiv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 6 September 2021 which received approval n°21-381 from the AMF on 6 September 2021 (the “**2021 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf);
- (xv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 18 July 2022 which received approval n° 22-314 from the AMF on 18 July 2022 (the “**2022 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2022.pdf); and
- (xvi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 21 July 2023 which received approval n° 23-327 from the AMF on 21 July 2023 (the “**2023 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES%20DIP%202023%20UPDATE_Base%20Prospectus_Final.pdf) and together with the 2022 EMTN Conditions, 2021 EMTN Conditions, the 2020 EMTN Conditions, the 2019 EMTN Conditions, the 2018 EMTN Conditions, the 2017 EMTN Conditions, the 2016 EMTN Conditions, the 2015 EMTN Conditions, the 2014 EMTN Conditions, the 2013 EMTN Conditions, the 2012 EMTN Conditions and the 2011 EMTN Conditions, the “**Previous EMTN Conditions**”).

The sections referred to in the table below shall be deemed to be incorporated in, and form part of the Base Prospectus and shall be modified or superseded for the purpose of this Base Prospectus to the extent that any statement contained herein modifies or supersedes such earlier statement (whether expressly, by implication or otherwise). Any statement so modified or superseded shall not be deemed to constitute a part of the Base Prospectus.

For as long as any Notes are outstanding, the Base Prospectus, any supplement to the Base Prospectus and all documents incorporated by reference in the Base Prospectus will be available, free of charge, (i) on the website of the Issuer (www.cades.fr) and (ii) at the specified office of the Fiscal Agent and the Paying Agents set out at the end of the Base Prospectus during normal business hours. The Base Prospectus and any supplement to the Base Prospectus will also be available on the website of the AMF (www.amf-france.org).

For the purposes of the Prospectus Regulation, the information incorporated by reference in the Base Prospectus is set out in the cross-reference table below. For the avoidance of doubt, the information requested to be disclosed by the Issuer as a result of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980 supplementing the Prospectus Regulation, as amended (the “**Commission Delegated Regulation**”) is referred to in the cross-reference tables below. “*Not Applicable*” in the cross-reference table below means that the information is not relevant for the purposes of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation.

Any information not listed in the following cross-reference table but included in the documents listed above is either contained in the relevant sections of the Base Prospectus or is not relevant for the holders of the Notes.

Unless otherwise explicitly incorporated by reference into the Base Prospectus in accordance with the list above, the information contained on the website of the Issuer shall not be deemed incorporated by reference herein and

is for information purposes only. Therefore, it does not form part of the Base Prospectus and has not been scrutinised or approved by the AMF.

Cross-reference table

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Audited Annual Accounts	2023 Audited Annual Accounts	2024 Semi-Annual Accounts
11. FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER’S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES			
11.1 <u>Historical financial information</u>			
11.1.1 Audited historical financial information covering the latest two financial years (or such shorter period as the issuer has been in operation) and the audit report in respect of each year.	The first five pages before page 1 and pages 1 to 39	The first six pages before page 1 and pages 1 to 39	The first four pages before page 1 and pages 1 to 36
11.1.2 Change of accounting reference date If the issuer has changed its accounting reference date during the period for which historical financial information is required, the audited historical financial information shall cover at least 24 months, or the entire period for which the issuer has been in operation, whichever is shorter.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
11.1.3 Accounting Standards The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002. If Regulation (EC) No 1606/2002 is not applicable the financial information must be prepared in accordance with either: (a) a Member State’s national accounting standards for issuers from the EEA, as required by the Directive 2013/34/EU (b) a third country’s national accounting standards equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002 for third country issuers. If such third country’s national accounting standards are not equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002, the financial statements shall be restated in compliance with that Regulation.	Pages 6 to 11	Pages 6 to 11	Pages 6 to 11

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Audited Annual Accounts	2023 Audited Annual Accounts	2024 Semi-Annual Accounts
<p>11.1.4 Change of accounting framework</p> <p>The last audited historical financial information, containing comparative information for the previous year, must be presented and prepared in a form consistent with the accounting standards framework that will be adopted in the issuer’s next publisher annual financial statements.</p> <p>Changes within the issuer’s existing accounting framework do not require the audited financial statements to be restated. However, if the issuer intends to adopt a new accounting standards framework in its next published financial statements, the latest year of financial statements must be prepared and audited in line with the new framework.</p>	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
<p>11.1.5 Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information required under this heading must include at least the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> 11. the balance sheet; 12. the income statement; 13. the cash flow statement; 14. the accounting policies and explanatory notes. 	<p>Page 1; Page 2; Page 4; Pages 5 to 11 and pages 12 to 39</p>	<p>Page 1; Page 2; Page 4; Pages 5 to 11 and pages 12 to 39</p>	<p>Page 1; Page 2; Page 4; Pages 5 to 11 and pages 12 to 36</p>
<p>11.1.6 Consolidated financial statements</p> <p>If the issuer prepares both stand-alone and consolidated financial statements, include at least the consolidated financial statements in the registration document.</p>	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
<p>11.1.7 Age of financial information</p> <p>The balance sheet date of the last year of audited financial information statements may not be older than 18 months from the date of the registration document.</p>	Page 1	Page 1	Page 1
<p>11.2 <u>Interim and other financial information</u></p>			

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Audited Annual Accounts	2023 Audited Annual Accounts	2024 Semi-Annual Accounts
<p>11.2.1 If the issuer has published quarterly or half yearly financial information since the date of its last audited financial statements, these must be included in the registration document. If the quarterly or half yearly financial information has been reviewed or audited, the audit or review report must also be included. If the quarterly or half yearly financial information is not audited or has not been reviewed state that fact.</p> <p>If the registration document is dated more than nine months after the date of the last audited financial statements, it must contain interim financial information, which may be unaudited (in which case that fact must be stated) covering at least the first six months of the financial year.</p> <p>Interim financial information prepared in accordance with either the requirements of the Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002 as the case may be.</p> <p>For issuers not subject to either Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002, the interim financial information must include comparative statements for the same period in the prior financial year, except that the requirement for comparative balance sheet information may be satisfied by presenting the year's end balance sheet.</p>	Not Applicable	Not Applicable	The first four pages before page 1

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2022 Audited Annual Accounts	2023 Audited Annual Accounts	2024 Semi-Annual Accounts
11.3 <u>Auditing of historical annual financial information</u>			
<p>11.3.1 The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014.</p> <p>Where Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply:</p> <p>(a) the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard.</p> <p>(b) if audit reports on the historical financial information contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full and the reasons given.</p>	<p>The first five pages before page 1</p> <p>The two first pages before page 1</p>	<p>The first six pages before page 1</p> <p>The second and third pages of the first six pages before page 1</p>	Not Applicable
11.3.2 Indication of other information in the registration document which has been audited by the auditors.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable
11.3.3 Where financial information in the registration document is not extracted from the issuer's audited financial statements state the source of the data and state that the data is not audited.	Not Applicable	Not Applicable	Not Applicable

The Previous EMTN Conditions are incorporated by reference in the Base Prospectus for the purpose only of further issues of notes to be assimilated (*assimilées*) and form a single series with Notes already issued under the relevant Previous EMTN Conditions.

The table below sets out the relevant page references for the terms and conditions contained in the base prospectuses relating to the Programme.

Terms and Conditions Incorporated by Reference	Page reference
Base Prospectus dated 21 July 2023	Pages 41 to 98
Base Prospectus dated 18 July 2022	Pages 39 to 96
Base Prospectus dated 6 September 2021	Pages 33 to 83
Base Prospectus dated 19 August 2020	Pages 24 to 67
Base Prospectus dated 19 June 2019	Pages 51 to 94
Base Prospectus dated 31 May 2018	Pages 47 to 84
Base Prospectus dated 1 June 2016	Pages 38 to 75
Base Prospectus dated 8 June 2015	Pages 37 to 74
Base Prospectus dated 10 June 2014	Pages 40 to 75
Base Prospectus dated 3 June 2013	Pages 43 to 80
Base Prospectus dated 31 May 2012	Pages 32 to 49
Base Prospectus dated 30 May 2011	Pages 33 to 50

”

MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the first paragraph of the sub-section entitled “**Solvency**” on page 101 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“In the event CADES fails to meet its payment obligations under its bonds or notes, the French Government has a legal obligation to ensure its solvency. Law No. 80-539 of 16 July 1980 on the execution of judgments on public entities (*loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l’exécution des jugements par les personnes morales de droit public* or the “**Law of 1980**”), which applies to all national public agencies, provides that in case of default, a public supervisory authority (in the case of CADES, the minister in charge of finance and the minister in charge of social security) must approve the sums for which the public agency is held liable by court order and provide the agency with new resources.”

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the first paragraph of the sub-section entitled “**Organisational Structure**” on page 106 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“The CADES Law sets out the organisational and operating rules of CADES. As a French administrative public agency, CADES is under the control and authority of, the French State. It is directly under the dual authority of the minister in charge of finance and the minister in charge of social security. CADES has no shareholders.”

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph entitled “**The Board of Directors**” on pages 107 and 108 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“**The Board of Directors**”

The members of CADES’ Board of Directors are appointed by decree (*arrêté*) by the applicable ministries. These directors may also be revoked using the same method. The Chairman is appointed by a decree signed by the President of the Republic of France on the joint recommendation of the minister in charge of finance and the minister in charge of social security. Mr. Jean-Louis Rey has been appointed as Chairman of the Board of Directors on 5 July 2023.

The address for the members of the Board of Directors is 139 rue de Bercy, 75012 Paris, France.

At the date hereof, the members of the Board of Directors, nominated by decrees (*arrêté*), are as follows:

Chairman

Jean-Louis Rey

The chairman of the board of directors of the *URSSAF Caisse nationale*, currently Marc Poisson or his deputy, currently Olivier Peraldi.

The vice-chairman of the board of directors of the *URSSAF Caisse nationale*, currently Pierre-Yves Chanu, or his deputy, currently Serge Cigana.

The chairman of the board of the *Caisse Nationale de l’Assurance Maladie*, currently Fabrice Gombert, or his deputy, the vice-chairman, currently Yves Laqueille.

The chairman of the board of the *Caisse Nationale d’Assurance Vieillesse*, currently Eric Blachon or his deputy, the vice-chairman, currently Pierre Burban.

The chairman of the board of the *Caisse Nationale des Allocations Familiales*, currently Isabelle Sancerni or her deputy, the vice-chairman, currently Christian Gélis.

The chairman of the board of the *Caisse centrale de mutualité sociale agricole*, currently Jean-François Fruttero or his deputy, the vice-chairman of this board, currently Thierry Manten.

*Members of the Board of
Directors representing the
minister in charge of finance*

Albane Sauveplane, Deputy Director of social and employment policies or her deputy Rémi Monin

Brice Lepetit, Deputy Director of the financial function of the State and national public establishments, or his deputy Stéphanie Dachary-Mleneck.

*Members of the Board of
Directors representing the
minister in charge of social
security*

Thomas Ramilijaona, assistant to the Deputy Director of Social Security Financing or his deputy Etienne Barraud.

Morgan Delaye, Deputy Director of Social Security, or his deputy Nathalie Gouge.

*Member of the Board of
Directors representing the
supervisory board of the Fonds
de Réserve pour les Retraites*

Philippe Soubirous, or his deputy Eric Gautron.

The Board of Directors oversees CADES' borrowing programme. The Board of Directors has the capacity, pursuant to Article 5-II of the CADES Law, to delegate to the Chairman any power to implement the borrowing programme by deciding any issuance or borrowing. On 6 July 2017, the Board of Directors of CADES authorised the entry into a mandate with the Agence France Trésor (the "AFT") pursuant to the decree n°96-353 dated 24 April 1996 as amended by decree n°2017-869 dated 9 May 2017. This mandate delegates to the AFT the operational responsibility of financing activities of CADES and in particular the implementation of the borrowing programme. The latest borrowing programme of CADES was duly authorised pursuant to a resolution of the Board of Directors dated 29 November 2017."

In the section "**Description of the Issuer**" on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph entitled "**The Supervisory Committee**" on pages 108 and 109 is deleted in its entirety and replaced as follows:

"The Supervisory Committee

The Supervisory Committee reviews and comments on CADES' annual report and may assist the Board of Directors on any matter at the request of the Board of Directors, according to the CADES Law.

The Supervisory Committee is composed of four members of Parliament, including two deputies and two senators, the chairmen of national social security funds (*Caisses nationales de sécurité sociale*), the general secretary of the social security accounting commission, and representatives of ministries and members of the boards of directors of national entities of the general regime of the French social security system and of the *Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles*.

At the date hereof, the members of the Supervisory Committee are:

- Jérôme Guedj, Member of Parliament;
- Second Member of Parliament: nomination pending;
- Elisabeth Doineau, Senator;
- Philippe Mouiller, Senator;
- Representative of the minister in charge of finance:
Bertrand Dumont, deputy: Albane Sauveplane;
Brice Lepetit, deputy: Stéphanie Dachary-Mlneck ;
- Representative of the minister in charge of social security:
Pierre Pribile, deputy: nomination pending;
Morgan Delaye, deputy: Nathalie Gouge;
Appointee in the progress of being nominated, deputy: Lucie Garcin;
- Representative of the Minister in charge of Agriculture (*ministre chargé de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt*): nomination pending;
- Member of the French state audit office (*Cour des Comptes*): nomination pending;
- Member of the General Inspectorate of Finance: nomination is pending;
- Member of the General Inspectorate of Social Affairs: nomination pending;
- The general secretary of the social security accounts committee: Jean-Pierre Viola, deputy: nomination pending;
- The chairman of the board of directors of the *URSSAF Caisse nationale*: Marc Poisson, deputy: Pierre-Yves Chanu;
- The chairman of the board of directors of the CNAM: Fabrice Gombert, deputy: Yves Laqueille;
- The chairman of the board of directors of the CNAV: Eric Blachon, deputy: Pierre Burban;
- The chairwoman of the CNAF: Isabelle Sancerni, deputy: Christian Gélis;
- The chairwoman of the commission in charge of accidents at work and occupational diseases: Sylvie Dumilly, deputy: nomination pending.”

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the sub-section entitled “**Conflicts**” on page 109 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“There are no potential conflicts of interest between any duties owed by any of the members of the Board of Directors or the Supervisory Committee towards CADES and their private interests and/or other duties.”

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 98 to 111 of the English version of the Base Prospectus, the second paragraph of the sub-section entitled “**Control and Supervision**” on page 109 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“Certain decisions of the Board of Directors require approval of the minister in charge of finance and the minister in charge of social security before they become effective, including decisions related to the budget and financial accounts. In addition, CADES’ borrowing programme requires the approval of the minister in charge of finance in accordance with Article 5.I of the CADES Law.”

MODIFICATION TO THE RECENT DEVELOPMENTS SECTION

The section “**Recent Developments**” on page 112 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following:

“Since 1 January 2024, CADES has issued the following debt instruments:

- On 16 January 2024, CADES issued bonds with maturity 25 February 2029 for an amount of EUR 4 billion;
- On 24 January 2024, CADES issued bonds with maturity 24 January 2027 for an amount of USD 4 billion;
- On 14 February 2024, CADES issued bonds with maturity 24 September 2027 for an amount of EUR 4 billion;
- On 22 May 2024, CADES issued bonds with maturity 22 May 2029 for an amount of USD 4 billion; and
- On 12 September 2024, CADES issued bonds with maturity 12 September 2027 for an amount of USD 3 billion.”

MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION

In the section “**General Information**” on pages 171 to 174 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 4 entitled “**Trend Information and No Significant Change**” on page 171 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“4 **Trend Information and No Significant Change**

There has been no significant change in the financial position or financial performance of the Issuer since 30 June 2024, and no material adverse change in the prospects of the Issuer since 31 December 2023.”

In the section “**General Information**” on pages 171 to 174 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 12 entitled “**Statutory Auditors**” on pages 172 and 173 is deleted in its entirety and replaced as follows:

“12 **Statutory Auditors**

The Issuer’s public accountant (*Contrôleur budgétaire et comptable ministériel*) is responsible for the preparation of its statutory accounts and financial statements. Such accounts and financial statements are also approved by the minister in charge of finance and the minister in charge of social security and may be controlled by the French state audit office (*Cour des Comptes*), which has authority to accept or reject the accounts presented.

Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, has been appointed as a statutory auditor firm on 13 July 2022 for a period of 6 years and has reviewed and rendered a report on the annual accounts for the year ended 31 December 2022, has reviewed and rendered a report on the annual accounts for the year ended 31 December 2023 and has carried out a limited review and rendered a report on the 2024 semi-annual accounts for the six-month period ended 30 June 2024. Grant Thornton is a member of the *Compagnie régionale des commissaires aux comptes of Versailles*.”

In the section “**General Information**” on pages 171 to 174 of the English version of the Base Prospectus, a paragraph 19 entitled “**2024 Semi-Annual Accounts**” is added on page 174 as follows:

“19 **2024 Semi-Annual Accounts**

The auditor’s report with respect to the semi-annual financial statements as of 30 June 2024 contains a qualification set out on the second, third and fourth pages of the first four pages preceding the page 1 of the 2024 Semi-Annual Accounts.”

PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT

Responsibility for this Supplement

In the name of the Issuer

The Issuer hereby declares that, to the best of its knowledge, the information contained or incorporated by reference in this Supplement is in accordance with the facts and that this Supplement makes no omission likely to affect its import.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale represented by the Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directeur général

Antoine DERUENNES

In Paris, on 9 January 2025

The 2024 semi-annual financial statements incorporated by reference in this Supplement have been the subject to a report by the statutory auditors, and contains a qualification mentioned below:

“Paragraphs 4.1 to 4.3 of the notes of the half-yearly the financial statements provide the methods of the accounting treatment of the social security debt repayment contribution (CRDS) and the social security contribution (CSG).

In our report on the annual financial statements for the year ended 12/31/23 dated March 29, 2024, we express a qualified opinion related to the amounts recognized for the CRDS and CSG revenues relating to receivables, deferred revenues and provisions for risks and reduction of others operating incomes.

As mentioned in paragraphs 4.1 to 4.3 of the “Accounting principles and methods” note to the financial statements, CRDS and CSG revenues are recorded on the basis of notifications sent to CADES by ACOSS and the General Directorate of Public Finances (DGFIP) in their capacity as collecting agencies. CADES responsibilities in terms of revenue consist of a formal accounting verification of the documents produced by the collecting agencies.

In accordance with Article L.141-10 of the Code of Financial Jurisdictions, we requested the “Cour des Comptes” to provide us with the necessary elements for our statutory certification mission, in order to understand its findings and conclusions that have an impact on the accounts of CADES within the framework of its verifications of the centralized flows of CRDS and CSG allocated by ACOSS to CADES, specifically regarding the accounts related to these operations (the revenues and receivables from CRDS and CSG, as well as the corresponding claims and provisions/depreciations).

We also obtained communication of the “Cour des Comptes” assessment of the design, effectiveness, and efficiency of the internal control system of ACOSS related to the collection activity, specifically concerning the collections of CSG and CRDS.

Furthermore, we engaged in oral discussions with the rapporteurs of the “Cour des Comptes” on February 6, 2024, and September 11, 2024, and reviewed its certification report on the accounts of the general social security scheme for the fiscal year 2023, issued on May 17, 2024. In this report, the “Cour des Comptes” certifies the accounts of the collection activity with the reservation of the impacts of two significant anomalies and seven insufficiencies of probative elements. In view of the above, we are not in a position to express an opinion on the absence of material misstatement of the half-yearly accounts for the following items:

- Balance sheet - Assets:
Receivables (€642.86m) and impairment of receivables (- €548.51m),
Deferred revenues (€1,433.38m).
- Balance sheet - Liabilities:
Provisions for risk (€80.20m).
- Income statement – Income:
Other operating income CSG and CRDS (€8,050.55m).
- Income statement – Expenses:
Other operating expenses (€71.12m).”



This Supplement to the Base Prospectus has been approved on 9 January 2025 by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129.

The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer described in this Supplement.

This Supplement to the Base Prospectus obtained the following approval number: 25-009.